

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/STR/M/1

8 juin 1995

(95-1512)

Groupe de travail des entreprises
commerciales d'Etat

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ETAT TENUE LE 6 AVRIL 1995

Président: M. Peter May (Australie)

	<u>Page</u>
A. Adoption de l'ordre du jour	1
B. Notifications que les Membres doivent présenter en 1995	1
C. Dates de présentation des notifications futures	3
D. Note d'information que le Secrétariat est chargé d'établir	4
E. Programme de travail	6
F. Date de la prochaine réunion	8

A. Adoption de l'ordre du jour

1. Le Président a noté que le Secrétariat avait distribué une Note explicative (G/STR/W/1) concernant les points de l'ordre du jour proposé. Le Groupe de travail a adopté l'ordre du jour proposé dans l'aérogramme WTO/AIR/40.

B. Notifications que les Membres doivent présenter en 1995

2. Le Président a rappelé que, le 20 février 1995, le Conseil du commerce des marchandises avait décidé que les Membres devaient présenter des notifications nouvelles et complètes sur leurs entreprises commerciales d'Etat au plus tard le 30 juin 1995. Une demande formelle avait été formulée à cet effet dans le document G/STR/N/1. L'intervenant a souligné combien il importait de respecter cette obligation et ce délai, vu les médiocres résultats obtenus par le passé et la nécessité d'assurer une plus grande transparence des activités des entreprises commerciales d'Etat. Il a rappelé plusieurs éléments de l'obligation de notification: 1) elle s'appliquait à chaque Membre, même dans les cas où il n'existait aucune entreprise commerciale d'Etat; 2) les entreprises commerciales d'Etat devaient être notifiées conformément à la définition pratique donnée au paragraphe 1 du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII (dénommé ci-après "le Mémoire d'accord"); et 3) les entreprises commerciales d'Etat devaient être notifiées même s'il n'y avait pas eu d'importations ni d'exportations durant la période visée par la notification.

3. L'intervenant a noté également que chaque Membre devait entreprendre un examen de sa politique concernant la communication de notifications, en prenant en considération les dispositions du Mémorandum d'accord et en tenant compte de la nécessité d'assurer le plus de transparence possible, et il a souligné l'importance de cet examen. Il a proposé que le Groupe de travail adopte une décision en vertu de laquelle les Membres qui ne présenteraient pas leur notification d'ici au 30 juin 1995 devraient indiquer par écrit la raison pour laquelle ils ne le faisaient pas.

4. Le représentant du Canada a dit que le principal objectif du Groupe de travail était d'assurer une transparence suffisante des activités des entreprises commerciales d'Etat, mais qu'il fallait aussi tenir compte de la nécessité de protéger les données sensibles sur le plan commercial. L'existence d'une définition de l'expression "entreprise commerciale d'Etat" devrait permettre d'éviter qu'on donne à cette dernière un sens trop étroit, et tous les Membres devraient fonder leurs notifications sur cette définition.

5. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a souscrit aux observations du Canada sur la définition donnée dans le Mémorandum d'accord et a encouragé les Membres à interpréter cette définition au sens large. Sa délégation était disposée à présenter le plus de notifications possible et espérait que d'autres en feraient de même.

6. La représentante de l'Australie indique que les notifications devraient être complètes et faire une place égale aux importations et aux exportations des entreprises commerciales d'Etat, car l'accent semblait avoir été mis par le passé sur les exportations, en particulier dans le secteur agricole.

7. Les représentants de l'Australie, des Communautés européennes, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, du Japon et des Etats-Unis ont souligné l'importance de la transparence et la nécessité de respecter le délai fixé pour les notifications.

8. Le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation attachait beaucoup d'importance au programme de travail sur les entreprises commerciales d'Etat et il a exprimé l'espoir que tous les Membres de l'OMC satisferaient pleinement aux prescriptions de notification.

9. Les représentants de l'Indonésie (au nom des pays de l'ANASE), de l'Uruguay et du Mexique ont fait valoir que les pays en développement avaient besoin d'une assistance technique dans ce domaine, en particulier pour la préparation des notifications.

10. Le représentant du Mexique a dit que sa délégation attachait beaucoup d'importance à tous les aspects des entreprises commerciales d'Etat.

11. Le représentant de la Suisse a dit que son pays était très attaché à la transparence et présentait régulièrement des notifications. L'assistance technique était importante en matière de notification; l'intervenant a noté que certaines mesures étaient prises par d'autres organes, comme le Comité du commerce et du développement, et il a suggéré que ces efforts soient coordonnés.

12. Le représentant de l'Argentine a souligné l'importance de l'examen des notifications dans l'effort global de transparence. Il fallait situer le délai du 30 juin dans le contexte du paragraphe 2 du Mémorandum d'accord. L'intervenant a fait valoir que la discussion portait non seulement sur les notifications des Membres actuels, mais également sur celles des futurs Membres. Le cadre du débat englobait à la fois les exportations des entreprises commerciales d'Etat - définies en termes de monopole d'Etat ou de droit exclusif - y compris des questions relatives au dumping, aux subventions et aux transferts entre entreprises d'Etat, et les importations, soit des éléments tels que l'origine, le prix, la source, ainsi que les dispositions de l'Accord général et de l'Accord sur l'agriculture.

13. Au sujet de la proposition du Président visant à demander aux Membres d'indiquer par écrit la raison pour laquelle ils ne respectaient pas le délai fixé pour les notifications, les délégations ont généralement été d'avis que cela n'était pas nécessaire, tandis que les représentants des Etats-Unis et du Canada ont fermement appuyé la proposition.

14. Le Président a rappelé que le Mémoire d'accord prévoyait la présentation de contre-notifications lorsqu'un Membre jugeait que la notification d'un autre Membre était incomplète, incorrecte ou lorsqu'aucune notification n'avait été faite, y compris lorsque la réponse consistait uniquement à porter la mention "néant". Faute de consensus sur l'obligation d'indiquer par écrit la raison pour laquelle aucune notification n'était présentée, il a proposé, à titre de compromis, que les explications écrites ne soient pas obligatoires pour le moment, mais que peu après le délai du 30 juin 1995, une réunion soit éventuellement convoquée pour examiner la question de la non-notification.

15. Le Groupe de travail en est ainsi convenu et a pris note des déclarations.

C. Dates de présentation des notifications futures

16. Le Président a rappelé que le Conseil du commerce des marchandises avait précisé que les délais des notifications futures seraient fixés par le Groupe de travail lui-même. Il a suggéré qu'il serait utile d'établir un calendrier de base pour la présentation de ces notifications: par exemple, toutes les notifications nouvelles et complètes devraient être présentées tous les trois ans à compter de 1995, au plus tard le 30 juin de l'année en question, et les notifications de mise à jour à présenter dans l'intervalle devraient l'être au plus tard le 30 juin de chaque année. Si cela s'avérait nécessaire, ces dates pourraient être modifiées à tout moment par une décision du Groupe de travail, à condition que les paramètres de l'obligation de notification énoncés à l'article XVII et dans le Mémoire d'accord soient respectés.

17. Le représentant de l'Argentine a dit qu'il faudrait réfléchir davantage à ces dates et a noté que l'Accord sur l'agriculture prévoyait trois possibilités concernant la fréquence des notifications: année civile, exercice financier et campagne de commercialisation. Les dates étaient importantes pour déterminer si les obligations découlant de l'OMC étaient ou non respectées. Toutefois, l'Argentine n'était pas opposée à une notification annuelle.

18. La représentante de l'Australie a dit que la périodicité des notifications requises au titre de l'article XVII et du Mémoire d'accord avait déjà été fixée, de même que le premier délai du 30 juin, et qu'il n'y avait apparemment aucune raison de s'écarter de ce calendrier. Les éléments mentionnés par l'Argentine au sujet des notifications prévues dans l'Accord sur l'agriculture n'avaient pas le même intérêt pour les notifications relatives au commerce d'Etat.

19. Les représentants du Canada, des Communautés européennes et du Chili ont souscrit à la déclaration de l'Australie.

20. Les représentants du Canada, des Communautés européennes, du Chili, des Etats-Unis, du Japon, de la Pologne et de l'Indonésie ont appuyé la proposition du Président.

21. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit qu'étant donné la grande variété d'entreprises commerciales d'Etat qui seraient notifiées, les pays utiliseraient les données les plus récentes pour toute notification. L'objectif était d'obtenir des notifications qui soient aussi complètes que possible et fondées sur les meilleurs renseignements possibles.

22. La représentante du Chili a dit que les notifications étaient très importantes car les entreprises commerciales d'Etat influaient sensiblement sur le commerce mondial. Ce type d'entreprise n'existait pas au Chili, mais le questionnaire indiquait clairement ce qui devait être notifié.

23. Le représentant de l'Uruguay a suggéré qu'étant donné les préoccupations exprimées par l'Argentine, la question des dates pourrait être examinée à nouveau après le 30 juin 1995.

24. Le Groupe de travail a pris note des déclarations et a décidé que toutes les notifications nouvelles et complètes devraient être présentées tous les trois ans après 1995, au plus tard le 30 juin de l'année en question, et que les notifications de mise à jour à présenter dans l'intervalle devraient l'être au plus tard le 30 juin de chaque année, étant entendu que ces dates pourraient être modifiées sur décision du Groupe de travail.

D. Note d'information que le Secrétariat est chargé d'établir

25. Le Président a rappelé que le paragraphe 5 du Mémoire d'accord prévoyait que le Secrétariat établirait une note d'information générale sur les opérations des entreprises commerciales d'Etat qui avaient trait au commerce international, et il a suggéré que le Groupe de travail définisse le type de document qu'il attendait du Secrétariat ainsi que les modalités permettant son élaboration - plus précisément les sources auxquelles le Secrétariat pourrait recourir. Il a noté que les informations disponibles dans le cadre du GATT/OMC étaient nettement insuffisantes pour les raisons exposées en détail à la section C du document G/STR/W/1.

26. La représentante de l'Australie a dit qu'il fallait envisager le programme de travail du Groupe de travail comme un processus intégré. La note d'information du Secrétariat devrait faciliter l'examen des notifications des pays et l'établissement de la liste exemplative prévue dans le Mémoire d'accord, et l'Australie souhaiterait en disposer rapidement. Elle ne devrait pas consister en une compilation d'études de cas spécifiques émanant uniquement des pays ayant satisfait à leurs obligations au titre de l'article XVII, car cela serait injuste et présenterait une image déformée du commerce d'Etat. Il faudrait donc autoriser le Secrétariat à utiliser d'autres sources que les notifications présentées au titre de l'article XVII et les documents établis dans le cadre de l'examen des politiques commerciales pour élaborer la note, laquelle devrait traiter de manière égale et avec clarté aussi bien les importations que les exportations.

27. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a appuyé la déclaration de l'Australie. La note d'information devrait être descriptive et analytique, et elle devrait examiner la nature des entreprises commerciales d'Etat et le cadre général dans lequel elles opéraient, les fins qu'elles servaient, le niveau et le type d'intervention publique, et leur incidence sur les marchés intérieurs et le commerce. Un document de ce type était essentiel pour l'examen des notifications par le Groupe de travail. Si l'on voulait qu'il produise un document utile, il fallait laisser une certaine marge de manœuvre au Secrétariat pour qu'il puisse recourir à de bonnes sources d'information.

28. Les représentants de la Colombie et de la Pologne sont convenus qu'il faudrait permettre au Secrétariat d'utiliser des sources extérieures au GATT/OMC.

29. Les représentants du Canada, du Japon, des Communautés européennes et des Etats-Unis ont exprimé des doutes quant à l'opportunité d'utiliser des informations provenant d'autres sources que le Secrétariat et ont dit que la note devrait être fondée sur les notifications, les contre-notifications et les examens des politiques commerciales.

30. Le représentant du Canada a admis que la note devrait être axée tant sur les importations que sur les exportations des entreprises commerciales d'Etat. Il a noté que ce que recouvrait l'expression

"entreprise commerciale d'Etat" pouvait différer selon le contexte et il est convenu que la note devrait être finalisée d'ici à l'automne 1995.

31. Le représentant de l'Uruguay a dit que la note devrait prendre en considération tous les aspects des entreprises commerciales d'Etat - activités industrielles ou agricoles, importations ou exportations. La nature de la période considérée à des fins statistiques (année, exercice ou campagne) pourrait dépendre du type d'entreprise en question.

32. Le représentant du Japon a dit que la note d'information avait pour objet d'aider le Groupe de travail à remplir son mandat et que le résultat devrait être global et neutre.

33. Le représentant de l'Argentine a suggéré que le Groupe de travail pourrait déjà commencer à examiner la définition de l'expression "entreprise commerciale d'Etat" et le sens des termes utilisés dans le Mémoire d'accord, ainsi que le mode de présentation proprement dit des notifications. L'objectif du Groupe de travail était de normaliser une procédure pour assurer la transparence. A cette fin, il faudrait prévoir des informations sur, par exemple, les prix moyens, les prix du marché intérieur, les prix à l'exportation et les opérations particulières qui étaient caractéristiques d'un jour donné, dans la mesure où cela ne nuisait pas aux intérêts commerciaux de l'entreprise faisant l'objet de la notification.

34. Le représentant des Etats-Unis a souscrit à l'idée d'accélérer les débats du Groupe de travail dans le cadre du programme de travail.

35. La représentante de l'Australie a dit que le concept de transparence en rapport avec l'article XVII découlait des discussions du Groupe de négociation sur les articles du GATT. Elle a demandé à tous les Membres de situer la note d'information dans le contexte de cet effort de transparence et de ne pas restreindre l'étendue des renseignements que le Secrétariat pourrait utiliser. Elle a noté que l'article XVII était un élément marquant dans certaines négociations sur l'accession et que le Groupe de travail devait envisager qu'il puisse s'appliquer aux futurs Membres de l'OMC. Il fallait laisser suffisamment de latitude au Secrétariat pour qu'il puisse élaborer une note qui faciliterait l'examen plus détaillé des notifications et l'établissement de la liste exemplative.

36. Le représentant de l'Indonésie a dit que la note devrait contribuer à clarifier la définition des entreprises commerciales d'Etat donnée dans le Mémoire d'accord, car certains des termes employés n'étaient pas clairs. La note pourrait aussi renfermer des détails sur les règles de fond du GATT concernant les entreprises commerciales d'Etat et les restrictions quantitatives. Elle devrait être présentée après le délai fixé pour les notifications.

37. Le représentant du Mexique a dit que la note devrait couvrir tous les aspects des entreprises commerciales d'Etat et être globale, factuelle, équitable et neutre; elle devrait prendre en considération toute la gamme de produits visés par le Système harmonisé. L'objectif principal était la transparence et il serait atteint avant toute chose par les notifications elles-mêmes.

38. Le représentant des Communautés européennes a dit que le paragraphe 5 du Mémoire d'accord énonçait clairement l'objectif du Groupe de travail; l'essentiel était la transparence et l'accent devrait être mis sur les points faibles des notifications.

39. Le représentant du Canada a dit que la principale source d'information permettant au Groupe de travail de remplir son mandat était les notifications elles-mêmes. Il fallait donc s'assurer que les notifications présentées en 1995 seraient plus complètes et constitueraient une base adéquate pour la note du Secrétariat, de même que les contre-notifications qui pourraient être faites.

40. Le Président a dit que le problème était apparemment que si les informations étaient fragmentaires la note du Secrétariat ne serait pas très utile, ce qui risquerait alors de nuire à l'exécution des tâches du Groupe de travail.

41. Le représentant du Secrétariat a dit que, depuis la création du Groupe de travail, la Division des règles s'était renseignée sur les informations disponibles à l'extérieur du GATT/OMC concernant les entreprises commerciales d'Etat et en avait recensé très peu. Aussi, quand bien même le Secrétariat serait autorisé à puiser à d'autres sources, il devrait de toute façon se contenter des renseignements que les gouvernements Membres avaient communiqués ou communiqueraient à l'avenir au GATT/OMC. S'il en était ainsi convenu, il serait peut-être possible de recourir aux notifications croisées (informations fournies par un pays A sur un pays B) ou d'adresser aux Membres un questionnaire additionnel qui serait utilisé de façon confidentielle, mais, dans chaque cas, la source d'information serait les gouvernements Membres. Il appartenait aux Membres de déterminer les renseignements qu'ils voulaient fournir, et le Secrétariat utiliserait ces derniers le mieux possible.

42. Le représentant de l'Argentine a dit que le travail qu'il était demandé au Secrétariat de faire n'était pas clair. Il serait utile de chercher à obtenir des éclaircissements sur les éléments que renfermait la définition, puis à préciser le type de notification voulue et à déterminer comment elle serait évaluée.

43. Le Président a conclu qu'il n'avait pas été convenu d'autoriser le Secrétariat à recourir à des sources extérieures au GATT/OMC; le Secrétariat se contenterait donc des informations qui avaient été et seraient notifiées au 30 juin 1995 et des données figurant dans les rapports d'examen des politiques commerciales. La note serait structurée de la façon indiquée au paragraphe 5 du Mémoire d'accord et elle serait à la fois descriptive et analytique. Lors de la préparation de la note, qui devrait être finalisée d'ici à l'automne 1995, le Secrétariat pourrait se mettre en rapport avec différentes délégations - en cas de besoin, s'il existait un commerce d'Etat considérable ou substantiel sur lequel le GATT/OMC n'avait pas de détails - pour obtenir de plus amples informations qui seraient fournies à titre confidentiel et sur une base volontaire. La note serait aussi détaillée que possible et renfermerait une partie analytique traitant des questions qui devraient être examinées à des réunions ultérieures.

44. Le représentant du Japon a dit que la "partie analytique" devrait être neutre, qu'elle ne devrait pas aboutir à des conclusions ni impliquer un examen des notifications, car cela était du ressort du Groupe de travail lui-même.

45. Le Président a dit qu'il croyait comprendre que le travail analytique ne consisterait pas à émettre un jugement ou à tirer des conclusions, mais plutôt à formuler des observations sur les données factuelles dans le but d'aider et de guider le Groupe de travail dans sa tâche.

46. Le Groupe de travail a pris note des déclarations.

E. Programme de travail

47. Le Président a rappelé que le Mémoire d'accord sur l'article XVII chargeait le Groupe de travail des tâches suivantes: examiner les notifications et contre-notifications présentées par les Membres; examiner l'adéquation du questionnaire de 1960 et l'éventail des entreprises commerciales d'Etat ayant fait l'objet de notifications, et coordonner ses activités avec celles du Groupe de travail des obligations et procédures de notification; et dresser une liste exemplative indiquant les types de relations entre pouvoirs publics et entreprises commerciales d'Etat et les types d'activités auxquels celles-ci se livraient.

48. Il a suggéré que le Groupe de travail établisse un calendrier pour mettre en oeuvre ce programme de travail et il a proposé le calendrier suivant: une réunion à l'automne pour examiner les notifications

devant être présentées d'ici au 30 juin 1995 et pour entamer l'examen de l'adéquation du questionnaire de 1960 et de l'éventail des entreprises commerciales d'Etat ayant fait l'objet de notifications; communication de la note d'information du Secrétariat d'ici à la fin de l'automne, en supposant que les informations nécessaires aient été fournies, et dans le cas contraire, à une date ultérieure; les travaux relatifs à la liste exemplative commenceraient à la fin de 1995 ou au début de 1996.

49. Le représentant des Etats-Unis a dit que son pays préférerait un calendrier aux échéances plus rapprochées et qu'il serait disposé à commencer à examiner les aspects plus généraux du programme de travail, avant même la présentation des notifications à la fin juin. Par exemple, les travaux relatifs à la liste exemplative et au mode de présentation des notifications pourraient déjà débuter. Le Groupe de travail devrait se réunir au début septembre pour entamer l'examen des notifications qu'il poursuivrait durant l'automne, et la note d'information devrait être finalisée au début de l'automne. Il n'y avait aucune raison pour que l'examen initial des notifications ne puisse pas être terminé en 1995. Les informations contenues dans les notifications étaient utiles pour mener à bien, en temps voulu, d'autres activités de l'OMC, y compris au Groupe de travail des obligations et procédures de notification et au Comité de l'agriculture.

50. Le représentant de l'Argentine a souscrit à la déclaration des Etats-Unis. L'objectif était d'arriver à une réelle transparence, et pour cela, il fallait disposer d'un mode de présentation des notifications. Des travaux utiles pourraient être menés sur les questions de définition et de mode de présentation, parallèlement à l'élaboration des notifications pour juin; par exemple, il serait possible d'examiner des éléments en vue de leur éventuelle inclusion dans le questionnaire.

51. Les représentants du Canada, de la Suisse, de l'Australie, du Mexique, de l'Uruguay et des Communautés européennes ont appuyé le programme de travail et le calendrier proposés par le Président, et ont estimé qu'il ne serait pas réaliste de débuter les travaux avant la distribution des notifications devant être présentées pour le 30 juin 1995.

52. Le représentant du Canada a dit qu'il n'était peut-être pas nécessaire d'attendre que la note d'information ait été examinée pour commencer les travaux relatifs à la liste exemplative.

53. Le représentant de la Suisse a dit que, même s'il y avait toujours moyen d'obtenir d'autres éclaircissements, un terme était défini ou il ne l'était pas. Son pays avait une idée suffisamment précise de ce qu'était une entreprise commerciale d'Etat pour être en mesure de présenter des notifications. Chaque Membre était tenu de faire des notifications, y compris ceux qui n'avaient pas d'entreprise commerciale d'Etat, et on ne pouvait établir un programme de travail valable que si tous les Membres respectaient cette obligation.

54. La représentante de l'Australie a dit que le questionnaire de 1960 et la définition donnée au paragraphe 1 du Mémoire d'accord constituaient déjà un mode de présentation des notifications. La première étape consistait à examiner les notifications, puis à étudier l'adéquation du questionnaire à la lumière de la note du Secrétariat. L'intervenante a noté que les Etats-Unis n'avaient pas présenté de notification récemment, et elle a suggéré qu'ils devraient le faire, y compris communiquer des informations sur la Commodity Credit Corporation, pour que des travaux détaillés puissent être entrepris avant le 30 juin 1995 comme ils l'avaient suggéré.

55. Le représentant du Mexique a dit que la disposition énoncée au paragraphe 3 du Mémoire d'accord était contraignante - les notifications devant être faites pour le 30 juin 1995 devaient être présentées conformément au questionnaire adopté le 24 mai 1960.

56. Le représentant des Etats-Unis a dit que son pays avait l'intention de présenter sa notification bien avant le 30 juin.

57. Le représentant de l'Uruguay a dit qu'il fallait accélérer les travaux prévus. On pourrait envisager deux réunions à l'automne afin de s'assurer que tous les points du programme de travail soient traités.

58. Le Président a dit que deux faits étaient incontournables: les Ministres s'étaient entendus sur une définition pratique de l'expression "entreprise commerciale d'Etat" et les premières notifications devaient être présentées conformément au questionnaire de 1960. On ne saurait envisager de modification à l'un ou l'autre de ces deux points que plus tard, si la définition était jugée inadéquate, et une fois que des notifications conformes au questionnaire auraient été présentées. L'intervenant a suggéré que les délégations qui le souhaitent puissent entreprendre un examen informel de l'adéquation du questionnaire de 1960 et transmettre par écrit leurs vues au Secrétariat. Il serait prématuré de tenir un débat formel sur le questionnaire avant que les Membres ne l'aient utilisé, mais le Secrétariat pourrait commencer certains travaux préliminaires relatifs à la liste exemplative.

59. Le représentant du Canada a dit que les notifications qui avaient été présentées jusqu'ici n'avaient pu s'appuyer sur la définition; aussi leur analyse avait-elle une utilité limitée. Avant de pouvoir envisager autre chose, il fallait disposer de notifications à jour fondées sur la définition pratique donnée dans le Mémoire d'accord.

60. Le représentant de l'Argentine a dit qu'il était en mesure d'appuyer la proposition du Président. Comme le type d'information recherché dans le cadre de l'effort de transparence était clair, les travaux relatifs au questionnaire et à la liste exemplative ne dépendaient pas d'une définition exacte de l'expression "entreprise commerciale d'Etat".

61. Le Groupe de travail a pris note des déclarations.

F. Date de la prochaine réunion

62. Le Groupe de travail est convenu de tenir sa prochaine réunion dès que possible à l'automne 1995, la date exacte devant être fixée ultérieurement.